

DIAL 3281

## **GUATEMALA - Conférence de presse du Conseil des villages de Tezulutlán « Manuel Tot », 24 janvier 2014**

mardi 20 mai 2014, par [Dial](#)

*Les deux premiers textes de ce numéro ont été publiés sur le site du [Centre de médias indépendants du Guatemala](#) et se font l'écho des luttes de communautés indiennes contre le projet de construction d'une centrale hydroélectrique qui affecterait leur existence. Le premier texte, ci-dessous, reprend dans son intégralité une conférence de presse donnée par le Conseil des villages de Tezulutlán « Manuel Tot », le 24 janvier 2014. Le [second](#) replace la lutte en cours dans le cadre plus large des évolutions du capitalisme global à l'heure de « l'économie verte ».*

---

Quand les patrons de la compagnie hydroélectrique sont arrivés, ils ont convoqué un petit nombre de personnes mais les personnes qui sont venues ont rédigé un procès-verbal de séance leur disant qu'elles ne voulaient pas de la centrale dans la région. Le projet des patrons est de construire la centrale sur le fleuve Icbolay, connu aussi sous le nom de fleuve Dolores ; le procès-verbal de la réunion leur demandait de retourner d'où ils venaient ; ils sont repartis et revinrent bientôt dans les communautés qu'ils cherchèrent à intimider pour qu'elles autorisent la venue de la centrale, sans expliquer ce qu'est une centrale hydroélectrique, quels sont les problèmes et les bénéfices qu'elle apporte.

L'opposition à la centrale regroupa bientôt plus de 20 ou 25 communautés unies pour dire une nouvelle fois NON à la centrale. C'est alors qu'ils ont décidé vouloir installer un détachement militaire dans la zone. La communauté a dialogué avec le commandant du détachement et lui a montré les procès-verbaux signés témoignant de la volonté de la communauté, les militaires ont alors quitté la communauté. La communauté a dialogué avec les patrons des entreprises, avec les militaires, ils ont dialogué, des preuves existent qu'ils l'ont fait de manière organisée, de manière pacifique, mais ce que nous dénonçons aujourd'hui, c'est qu'après cela a commencé la répression, la division des communautés, des ordres de détention ont été émis, deux enfants sont morts...

Après le non des habitants à la centrale, la compagnie a commencé à coopter les leaders des communautés, ceux qui savent parler un peu espagnol, un peu lire et écrire, ils ont commencé à vouloir les acheter. La vérité est qu'ils n'ont pas été nombreux ceux qui se sont décidés à soutenir la centrale, mais la centrale a de ce fait voulu enlever l'un de nos leaders, David Chen, de Monte Olivo, et après cela, on a atteint le sommet de cette criminalisation avec la mort des deux enfants, David et Ageo. À ce jour, aucune institution judiciaire, ni de Cobán ni au niveau national, n'a conduit une enquête sur la mort de ces deux enfants, assassinés par un salarié de la centrale hydroélectrique.

Après cela, un propriétaire terrien de la région, Leonel Ponce a fait feu sur des habitants des communautés et blessé l'un d'eux. Commence alors la discrimination la plus forte et nous, malgré cela, nous continuons à résister et à dire NON à la centrale. La compagnie hydroélectrique, voyant qu'elle ne pouvait vaincre l'organisation communautaire, a payé des membres d'autres communautés pour qu'ils attaquent à la machette quatre leaders communautaires. À partir de là la situation est très difficile pour

nous et nous aimerions que la justice soit avec nous, nous les peuples indiens, nous les pauvres, les q'eqchi', parce que jusqu'à maintenant, on n'a même pas élucidé la mort des enfants, nous avons porté plainte aussi contre le grand propriétaire Ponce, mais aucune, aucune justice ne nous a été rendu. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous vous demandons de faire savoir, s'il vous plaît, les sentiments et les souffrances qui sont les nôtres pour que les institutions et autres organisations du monde et d'autres parties de la planète où cette compagnie hydroélectrique réclame de l'argent, des ressources pour faire son travail, pour que, s'il vous plaît, ces institutions ne les soutiennent pas, parce que nous, nous souffrons et allons continuer à souffrir, maintenant nous avons peur de sortir dans les rues et nous ne pouvons plus sortir de nos communautés car tout peut nous arriver.

Comme nous vous l'avons raconté, nous continuons à souffrir et nous continuons aussi, en plus de souffrir, à lutter parce que nous ne voulons pas que la division continue dans nos communautés, mais nous aimerions aussi que la justice nous soutienne parce que, jusqu'à maintenant, la justice ne nous a jamais soutenu, par exemple, même l'adjoint du Procureur des droits humains, là-bas à Cobán nous a criminalisé, il a présenté une requête au cabinet du ministère public de Cobán, il nous a accusés, nous, d'être des délinquants, d'être des voleurs. Alors, sur qui allons-nous pouvoir compter ? Qui va nous soutenir nous ?

Parce que nous savons bien que ceux qui nous font du mal aujourd'hui, ont aussi été hier compagnons du Général Ríos Montt pendant l'étape du conflit armé, nous aimerions bien alors que la souffrance se termine, que la douleur se termine, parce que nous ne voulons plus souffrir, ce que nous faisons, c'est défendre nos terres, notre terre mère, pour tous nos fils, pour toutes nos filles et, pourquoi ne pas le dire, pour vous aussi.

---

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3281.**

- Traduction de Michelle Savarieau pour Dial.

- Source (espagnol) : [Centro de medios independientes de Guatemala](#), 24 janvier 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.